

Teixeira Rosa.

- **Dissertation sur la garde de la chose.**

Le principe de la responsabilité du fait des choses repose sur le fait que le propriétaire d'une chose doit assumer les conséquences de la dangerosité potentielle des choses qu'il possède ou qu'il manipule.

Cependant, la notion de chose elle-même, ainsi que le rôle qu'elle joue dans la survenance du dommage doivent être précisés, tout comme la notion de "gardien" de la chose. "On est responsable non seulement du dommage causé par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait [...] des choses que l'on a sous sa garde », s'exprime ainsi en ces termes l'article 1384 alinéa 1^{er}. La garde de la chose fait partie de l'une des conditions sine qua non pour que la responsabilité du fait des choses puisse être engagée. Elle établit le lien entre la chose qui a causé le dommage et la personne responsable du dommage.

Par définition, la garde de la chose suppose une personne gardienne de cet objet, et c'est là que réside l'intérêt du sujet de la *garde de la chose*, puisque, la responsabilité du fait des choses étant une responsabilité « indirecte », la question se pose de savoir qui doit répondre des dommages causés par la chose, et plus particulièrement comment doit s'opérer la désignation du responsable. Instinctivement, on se tourne vers le propriétaire, mais l'article 1384 al.1^{er}, lui se réfère à la garde de la chose, sans la définir. C'est pourquoi, la jurisprudence et la doctrine vont définir cette notion de garde de la chose en lui consacrant des principes et en les appliquant, soulevant en parallèle des questions.

Par conséquent, dans le cadre de cette responsabilité du fait des choses dans laquelle la garde de la chose constitue une condition essentielle à son existence, dans quelles mesures la garde de la chose permet-elle d'opérer la désignation et la mise en œuvre de la responsabilité du « gardien » dans le cadre de l'article 1384 alinéa 1^{er} ?

C'est grâce à la casuistique que vont être déterminés les critères qui définissent le gardien de la chose(I), puis que vont être faites différentes applications de la garde de la chose, à travers les différents cas de garde en commun et de garde dissociée(II).

I) La détermination du « gardien ».

Désigner un gardien consiste à lui attribuer des critères bien précis que la jurisprudence a généralisé en consacrant un critère purement matériel(A), qui ainsi confère au gardien non plus une garde dite juridique, mais une garde plus concrète, une garde de fait. Ce qui amène à cet effet, à considérer la garde d'une manière plus objective, ce qui exclut l'exigence de discernement, comme nous le développerons.

Et, afin de rendre la détermination du gardien plus claire, la jurisprudence a mis en place une présomption de responsabilité de garde à la charge du propriétaire de la chose, qui ne peut être renversé qu'en prouvant un transfert de propriété, selon les critères énoncés dans le cadre de la garde matérielle(B).

A) La consécration jurisprudentielle d'une conception matérielle et objective de la garde de la chose.

Auparavant, on pensait que c'était toujours le « propriétaire » qui était le gardien de la chose (idée défendue par les partisans de la théorie du risque, puisque la chose profite à celui qui la possède). C'était l'idée que la responsabilité était liée à l'autorité. C'était donc une conception abstraite qui prévalait, consistant à désigner comme gardien celui qui dispose d'un titre juridique sur la chose : c'est la garde dite juridique. Mais peu à peu, la cour de cassation a refusé cette idée car on s'est vite rendu compte que dans certains cas le propriétaire n'utilisait plus la chose. Elle a donc décidé de rechercher un critère plus précis que la propriété. Et c'est de là qu'est née une conception matérielle de la garde. En effet, à l'occasion de la très fameuse affaire « **Franck** », les chambres réunies de la cour de cassation, ont fait un revirement exemplaire par un arrêt du 2 décembre 1941, après résistance des juges du fond, et ainsi ont donné une définition matérielle de la garde. Etait en cause en l'espèce, un facteur qui avait été mortellement blessé par un véhicule terrestre à moteur appartenant au docteur Franck, mais qui lui avait été dérobé par un voleur, celui qui avait renversé le facteur. Pour poser que la garde du véhicule devait être en l'occurrence attribuée au voleur et non à son propriétaire, la Haute juridiction souligna que ce dernier avait perdu les pouvoirs de direction, d'usage et de contrôle caractérisant la garde. Dans cet arrêt, on a souhaité mettre en place un critère caractérisant la garde avec une triple condition : le contrôle, l'usage et la direction de la chose. Et c'est finalement aujourd'hui encore sur la base de cette définition que s'opère la désignation du gardien. Ainsi, retenir une conception matérielle de la garde, c'est privilégier le pouvoir de fait sur le pouvoir de droit ; de sorte que la maîtrise d'une chose de manière fugace peut suffire, comme l'exemple de la personne qui donne un coup de pied à une bouteille qui blesse autrui : le temps de ce geste, la personne acquiert les pouvoirs d'usage, de direction et de contrôle. Et même si adopter cette conception de la garde c'est apprécier au cas par cas, on peut voir que la jurisprudence a posé une règle qui permet de trancher des situations douteuses relatives au propriétaire d'une chose.

En parallèle à cette conception matérielle, il faut constater que la garde est définie objectivement en termes de pouvoirs exercés sur la chose. Or, il a été affirmé en jurisprudence qu'il n'était pas nécessaire d'être capable de discernement pour pouvoir être gardien (ce n'est donc pas une condition pour être gardien que l'exigence du discernement). Cette question s'est posée notamment en ce qui concerne les personnes atteintes d'un trouble mental et de l'infans. Force est de constater que l'abandon de toute exigence d'imputabilité en matière de responsabilité pour faute a eu des répercussions en matière de responsabilité sans faute, donc du fait des choses. En effet, la cour de cassation a admis qu'une personne atteinte d'un trouble mental pouvait être considérée comme gardienne d'une chose inanimée (arrêt du 18 décembre 1964, arrêt « Trichard »). S'agissant du cas de l'infans (l'enfant en bas âge), c'est à l'occasion des fameux arrêts rendus par l'Assemblée Plénière le 9 mai 1984, et plus spécialement par l'arrêt « Gabillet », que la Cour a admis que la qualité de gardien puisse être attribuée à un enfant non doté de discernement. Même si ces conceptions peuvent soulever des questions, la jurisprudence a décidé de faire prévaloir l'autorité sur la chose dans un souci d'indemnisation des victimes dans une perspective purement objective comme on peut le remarquer dans la responsabilité pour faute.

B) Le principe d'une présomption de responsabilité simple de garde à la charge du propriétaire de la chose.

La pratique jurisprudentielle a souhaité non pas établir une présomption de faute, où il suffirait de démontrer que l'on a pas commis la faute, mais une présomption de responsabilité, ce qui signifie que pour en être exonérée il faudra démontrer que

l'on était pas propriétaire de la chose, selon les critères de la garde dite matérielle : ne pas avoir eu l'usage, la direction et le contrôle de la chose au moment où la chose a commis le dommage. Or, la jurisprudence a admis le constat que c'était le plus souvent le propriétaire de la chose qui exerce sur celle-ci les pouvoirs caractérisant la garde vus ci-dessus. C'est pourquoi, la cour de cassation a posé très tôt la règle, avant même d'avoir défini précisément la garde : la règle selon laquelle » si en principe le propriétaire est réputé avoir la garde de la chose, rien ne s'oppose à ce qu'il propose un tiers à cette garde » (arrêt rendu le 12 janvier 1927). Ici, la cour de cassation a dissocié la garde de la propriété, et ainsi admis la possibilité d'un renversement de présomption à travers le transfert de propriété.

Il suffit pour le propriétaire de démontrer qu'au moment du dommage, il n'avait pas le contrôle, l'usage et la direction de la chose. Le transfert de la garde peut être volontaire comme non volontaire il faut le préciser. Le propriétaire dépossédé de la chose contre son gré (comme l'exemple de l'arrêt Franck) ne sera plus considéré comme gardien (transfert involontaire) : ce sont les hypothèses de vol et d'usurpations. Le transfert volontaire de la garde résulte en général de ce que le propriétaire conclut un contrat qui implique la perte de pouvoirs de contrôle et de surveillance sur la chose (location, prêt d'usage, dépôt, vente etc...). Bien évidemment, le juge s'assurera effectivement que le transfert a fait perdre au propriétaire la triple condition de la garde de la chose.

On a pu voir que la garde de la chose respectait un certain nombre de règles : le gardien doit avoir le contrôle, l'usage et la direction. Il pèsera sur lui une présomption de responsabilité tant qu'il possède ces trois conditions. C'est pourquoi, le responsable sera apprécié in concreto selon des critères plus concrets, et ainsi comble l'article 1384 al.1^{er} qui n'avait pas précisé cette notion de gardien. Maintenant que le gardien est déterminé, il convient de voir les différentes applications de la garde de la chose, puisque la garde peut être exercée par une pluralité de gardien. Or, en principe la garde est alternative et non cumulative/ Mais il existe deux exceptions qui peuvent être étudiées à travers les cas de garde commune et de garde dissociée.

II) Les différentes applications de la garde de la chose.

A la détermination du gardien se sont posées des questions d'ordre jurisprudentielles et doctrinales, à savoir si plusieurs personnes peuvent simultanément exercer sur une même chose, les pouvoirs caractérisant la garde(A). Puis, certains auteurs ont souhaité préconiser une dissociation entre deux types de garde, afin de la clarifier : la garde de la structure et la garde du comportement(B).

A) Le principe d'une garde alternative contrebalancée par l'acceptation jurisprudentielle d'une garde en commun.

La jurisprudence offre de nombreux exemples de cette situation où plusieurs personnes se voient attribuer la garde en commun de la chose. Il est souvent fait en pratique le partage d'un pouvoir et d'une autorité. La garde en commun existe lorsque plusieurs personnes exercent simultanément sur une chose, un pouvoir de direction, d'usage et de contrôle. Mais il faut garder en mémoire que la jurisprudence ne reconnaît qu'une garde alternative et non cumulative ; En somme, ce qui est exclu, c'est que plusieurs personnes assument la garde d'une même chose à des titres juridiques différents : le locataire et le propriétaire ne sauraient être simultanément déclarés gardiens. Toutefois, la règle ne s'oppose en rien à ce que les copropriétaires de la chose aient à répondre de son propre fait en tant que co-gardiens.

La jurisprudence fait couramment application de la garde collective, comme par exemple des époux : pour un bien commun ; des personnes participant ensemble à un abattage d'arbres ; en cas d'accidents de chasse, en considérant que les différents membres d'un groupe de chasseurs avaient la garde en commun d'un fusil ; cas aussi de joueur de tennis qui exerçaient en commun la garde de la balle, selon la cour de cassation. Elle a également recouru à plusieurs reprises cette notion pour retenir la coresponsabilité d'enfants dont le jeu collectif était à l'origine d'un dommage (comme des jeux d'allumettes provoquant des incendies comme dans l'arrêt du 1er avril 1981 ; toutefois, un autre arrêt du 19 octobre 2006 revient sur cette question, et préfère ne condamner que l'enfant qui détenait la torche ayant provoqué l'incendie et relaxer les autres.). Il est indéniable que dans ces différentes situations, le recours à la notion de garde en commun avantage la victime, qui dispose de plusieurs répondants et peut être indemnisée à coup sur (obligation in solidum des responsables qui doivent réparation intégrale).

Sachant que cette garde en commun ne pose pas la question relative au rôle de chacun des protagonistes, vu que tous sont responsables et doivent répondre de la chose. Cela a pour intérêt aussi de trouver des responsables lorsqu'il est impossible de désigner un responsable propre.

Mais dans l'hypothèse où la victime fait partie du groupe de gardiens collectifs, les responsabilités des autres gardiens seront alors écartées.

B) cas particulier de la « garde dissociée » : distinction entre la garde de la structure et du comportement.

Cette distinction est d'origine doctrinale, puisqu'il a été admis que dans certains cas, l'utilisateur de la chose n'est pas en mesure de maîtriser son dynamisme propre, parce que cette chose est en elle-même dangereuse ou explosive, qui échappe à l'utilisateur (exemple : bouteilles d'air comprimé, produits radio actifs, arbres, médicaments...). C'est à propos de dommages causés par des bouteilles d'oxygène confiées à un transporteur que la cour de cassation a admis la distinction.

Avant cette distinction se posait la problématique du vice inhérent à la chose et non à son gardien. La jurisprudence a donc éclairci ce point avec l'arrêt **Oxygène liquide** du 5 janvier 1956, en distinguant deux cas :

Lorsque les dommages sont dû au comportement de la chose c'est à dire à la manière dont elle a été utilisée, c'est le possesseur de la chose qui sera réputé le gardien ; si le dommage est dû à la structure même de la chose, c'est-à-dire à la manière dont elle est constituée ce sera son fabricant ou son propriétaire qui sera considéré comme le gardien.

L'idée est aujourd'hui admise que le gardien n'est pas nécessairement celui qui commande aux mouvements de la chose, et qu'il peut être légitime de se tourner vers celui qui est à même de maîtriser sa structure interne. Cette idée a été admise à l'égard de choses potentiellement dangereuses du fait de leur structure interne (aux choses dotées d'un dynamisme propre susceptible de se manifester dangereusement). Toutefois, il convient de remarquer que cette notion reste floue et que bon nombre de fois la cour de cassation l'applique de manière incertaine, puisqu'elle a déjà rendue des solutions en opérant cette distinction à des choses manifestement dénuées de dynamisme propre, et dans d'autre cas elle n'a pas souhaité faire cette distinction à des choses qui étaient effectivement dangereuses. Dans cette distinction, il peut être soulevé la difficulté pour la victime de rechercher le « véritable » gardien et ainsi déterminer la cause exacte pour pouvoir le trouver. Néanmoins, malgré les incertitudes, cette théorie de la dissociation reste toujours utilisée en jurisprudence (exemple de l'arrêt du 19 octobre 2006).